24

LE MATIN DIMANCHE



 \equiv



E-paper

aper Abonnements

Impressum

Abo Cancers, maladies nerveuses, infertilité...

Des centaines de pesticides autorisés peuvent être dangereux pour la santé

En Suisse romande, de simples citoyens se disent malades à cause des pesticides. Des familles paysannes croient leurs proches atteints. L'industrie affirme que ses produits sont sûrs. À condition de se protéger, ce que les agriculteurs ne font pas toujours. Enquête.



Sylvain Besson, Fanny Giroud, Roland Gamp Mis à jour: 09.05.2021, 11h05



Pour se protéger, les travailleurs agricoles doivent porter des tenues spéciale pesticides. (Image d'illustration)







Shutterstock

Ce sont deux morts qui, il y a une dizaine d'années, ont jeté une ombre funeste sur le vignoble neuchâtelois. Coup sur coup, deux vignerons employés par le domais de Montmollin, un des plus grands du canton, ont été fauchés dans la fleur de l'áge par le cancer du pancréas. Dominique Genton, qui a perdu son mari Pierre-Philippe en 2012, raconte: «D'abord, un collègue de mon mari a eu mal au ventre, et il a fini par vomir du sang. En trois mois, c'était fini.»

À l'automne 2009, c'est au tour de Pierre-Philippe Genton de ressentir de curieux symptômes – une bouche pâteuse, comme au lendemain d'une fête trop arrosée. On lui découvre d'abord une tumeur au pancréas, puis des métastases. Il meurt en mars 2012, à 56 ans.

Résidus dans le sang

Le décès du chef de culture et de son collègue est-il lié aux pesticides qu'ils ont sprayés dans les vignes, au début sans protection, pendant des dizaines d'années? Aujourd'hui encore, Dominique Genton vit dans l'incertitude. «Mon mari ne fumait pas, ne buvait pas excessivement, il n'y avait pas d'antécédents dans sa famille, se souvient-elle. À l'époque, il avait évoqué ce lien avec les pesticides, mais il ne s'étendait pas dessus. On parlait juste de cette coïncidence, ces deux cancers survenus en si peu de temps sur le même domaine.»

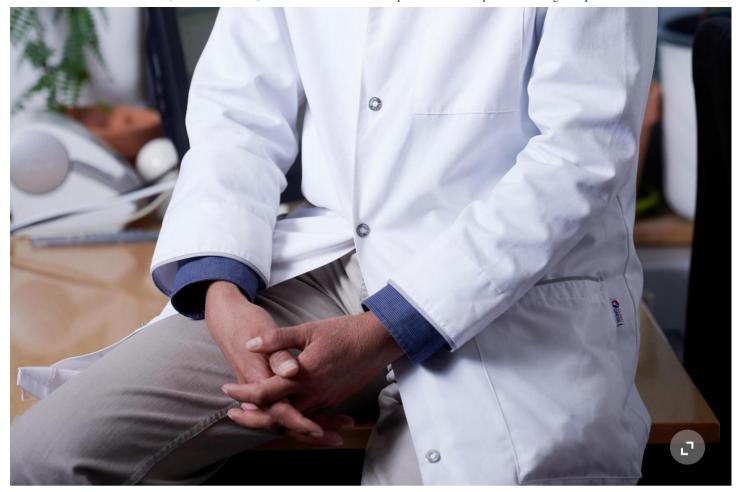
Peut-on tomber malade, voire mourir, à cause d'une exposition prolongée aux pesticides? La question pourrait jouer un rôle central dans la votation du 13 juin sur deux initiatives visant à bannir ou à limiter très fortement leur utilisation dans l'agriculture. Selon le premier sondage Tamedia 7, paru fin avril, les partisans de l'initiative «Pour une suisse libre de pesticides de synthèse» – 53% des sondés à ce stade – s'inquiètent avant tout des effets de ces substances sur la santé. Et cette question ne concerne pas que les professionnels. En Suisse, l'utilisation de quelque 2000 tonnes de ces produits par an «signifie que le grand public est soumis à un risque d'exposition aux pesticides», notait une étude 7 financée par le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) en 2018.

«L'utilisation large de pesticides en Suisse signifie que le grand public est aussi exposé.»

Étude mandatée par le SECO, 2018

C'est aussi ce que montre une recherche inédite → menée par un neurologue sédunois, le D^r Sitthided Reymond. Depuis 2017, il a fait analyser le sang et les urines de 33 patients souffrant de troubles neurologiques inexpliqués. Tous présentent des résidus de pesticides dans leur corps, à des taux parfois élevés. Chez l'un de ces patients, Philippe Vouilloz, on a décelé 15 microgrammes par litre de sang d'un produit de dégradation du chlorpyrifos, un insecticide neurotoxique. Encore utilisée en Suisse dans la culture des haricots, cette substance qui attaque le système nerveux sera définitivement interdite à partir du 28 mai.





Le D^r Sitthided Reymond est un partisan de l'initiative «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse».

DR

Effets toxiques avérés

Que les produits phytosanitaires puissent être toxiques n'est pas contesté. «Tous les pesticides le sont, car ils sont faits pour tuer des insectes, mauvaises herbes ou champignons», résume Lothar Aicher, du Centre suisse de toxicologie appliquée (SCAHT), à Bâle. «Mais cela ne veut pas dire qu'ils présentent un risque pour la santé. Tout dépend de combien on en absorbe.»

C'est pour cela que, depuis les années 1970, des batteries de tests sont effectuées sur des animaux afin de fixer les limites à partir desquelles un produit risque d'être dangereux pour l'être humain. Ces tests aboutissent aux notices d'avertissements qui accompagnent chaque pesticide mis sur le marché. Selon ces notices, deux tiers des produits autorisés en Suisse présentent un danger potentiel pour la santé, dont 183 sont «susceptibles de provoquer le cancer» (lire encadré).

Voici les dangers avérés des pesticides

Afficher plus

À l'étranger, des études menées sur des dizaines de milliers d'agriculteurs ont montré des associations entre l'exposition aux pesticides et des maux allant des troubles de la fertilité à la baisse de QI. Mais rien de tel n'existe en Suisse. «Il n'y a, selon nous, pas de chiffres sur les travailleurs, résidents ou passants, qui seraient tombés malades à cause des produits phytosanitaires», résume Olivier Sanvido, spécialiste du sujet au SECO. Une fois qu'un produit est autorisé, il n'y a pas de système chargé de surveiller ses effets à long terme sur la santé.

Six substances pointées du doigt

Les seuls documents officiels sur la dangerosité des pesticides en Suisse sont une poignée d'expertises commandées par le SECO entre 2017 et 2020. Elles se focalisent sur la population la plus exposée, les utilisateurs professionnels. Selon un rapport du bureau BASS datant de l'automne 2020, les études internationales montrent que les agriculteurs sont en meilleure santé que la population générale, notamment parce qu'ils fument moins. Mais il existe aussi une «association statistiquement significative» entre l'usage professionnel des pesticides et plusieurs maladies: cancer de la prostate, cancers du sang (lymphome, leucémie, myélome...), maladies de Parkinson et d'Alzheimer, notamment.

Initiative pour l'interdiction des pesticides



Un autre rapport , remis au SECO en 2017 par l'Institut universitaire romand de santé au travail, souligne l'association entre certaines de ces maladies et six substances actuellement autorisées en Suisse: quatre herbicides, dont le glyphosate, le fongicide mancozèbe et l'insecticide chlorpyrifos, ces deux derniers devant être bientôt retirés. Le rapport calculait que 337 produits autorisés en Suisse «sont associés à des résultats cliniques défavorables» chez les patients étrangers.

Les agriculteurs ne se protègent pas assez

En l'absence de données solides, en Suisse, sur les effets à long terme des pesticides, le principe traditionnel de l'industrie agrochimique s'applique: une fois testés et autorisés, les produits sont réputés sûrs, à condition qu'ils soient utilisés correctement. Chaque pesticide est accompagné de notices de sécurité parfois longues. Mais ces précautions d'utilisation ne sont pas toujours suivies, comme en attestent plusieurs documents officiels.

«De nombreux agriculteurs ne veulent pas porter d'équipements de protection pour différentes raisons: la chaleur, le poids, le coût ou simplement le type de culture, soulignaient les intervenants d'un séminaire → organisé en 2017 par le SECO. Parfois, pour certains agriculteurs, le mal de tête après avoir travaillé dans les champs est considéré comme normal.»

Jean-Marc Biselx, agriculteur, nous parle de l'agriculture en Suisse et des pesticides. Catherine Cochard

Dans le passé, c'était encore pire. «Il y a vingt-cinq ou trente ans, on n'avait pas conscience de tout ça, se souvient Michel Darbellay, aujourd'hui membre de la direction de l'Union suisse des paysans. J'étais en apprentissage agricole. On nous en parlait. Mais c'était alors normal de manipuler ces produits sans gants, sans protections respiratoires. On n'avait pas de matériel de protection, on n'avait pas de cabines sur les tracteurs. Des gens ont donc pu inhaler ces produits.»

Aurélie Berthet, une chercheuse lausannoise qui a coécrit les études commandées par le SECO, a effectué des recherches de terrain pour sa thèse , publiée en 2012. «J'ai pu constater sur le terrain que les précautions ne sont pas appliquées», se souvient-elle. Des prélèvements de sang et d'urine, effectués auprès d'agriculteurs dans les cantons de Vaud et du Valais, ont révélé que ceux-ci se contaminaient aussi après les épandages, en retournant dans les champs fraîchement traités sans tenue adaptée.

Le non-respect des mesures de protection est aussi à l'origine de la majorité des accidents signalés à la centrale Tox Info, qui recueille les annonces d'empoisonnements en Suisse. Sur 752 cas d'intoxication aux pesticides annoncés entre 1997 et 2016, la plupart – heureusement bénins – étaient liés à l'absence de vêtements appropriés, ou à une mauvaise manipulation des pulvérisateurs.

À Berne, un plan qui prend du retard

Aujourd'hui encore, «on a des indications de terrain disant que les agriculteurs ne se protègent pas toujours comme il le faudrait», explique Olivier Sanvido, du SECO. Cet office va lancer cet automne une campagne de sensibilisation pour rappeler les règles de sécurité sur les pesticides. Mais aucune autorité n'est chargée de contrôler

leur respect effectif, comme le notait un rapport 7 de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des États en juillet 2020.

Quant à la question de savoir combien de Suisses sont exposés aux pesticides, et avec quels effets sur leur santé, elle restera encore longtemps sans réponse. En 2017, le plan d'action phytosanitaire du Conseil fédéral avait évoqué la création d'un registre national des maladies chroniques dues aux pesticides. Mais depuis, faute de budget et de volonté politique, ce projet n'a guère avancé. Il faudra attendre 2024 pour avoir une base de données centralisée recensant les utilisations de pesticides dans l'agriculture. Et un dépistage large des résidus de certaines substances dans le sang de la population suisse, à travers des échantillons de volontaires, ne démarrera sans doute pas avant 2025, selon l'Office fédéral de la santé publique.

Sur le terrain, ceux qui pensent avoir été victimes des pesticides n'ont pas attendu les prescriptions de Berne pour réagir. Le domaine de Montmollin, endeuillé par la mort de ses deux vignerons en 2009 et 2012, a renoncé aux pesticides de synthèse et est aujourd'hui devenu, selon son patron, Benoît de Montmollin, le plus grand domaine bio de Suisse.

Quatre témoignages accusateurs

Philippe Vouilloz: «Je suis en souffrance depuis 4-5 ans»





Philippe Vouilloz en 2007. François Mamin/Le Nouvelliste

Ancien chef de la promotion économique de Martigny, Philippe Vouilloz a été le premier surpris quand, en 2018, on a décelé dans son sang un taux élevé de résidus de l'insecticide chlorpyrifos. Ce Valaisan vit en ville et ne pratique pas l'agriculture. Il ne sait pas quand ni comment il a pu être exposé à ce pesticide qui attaque le système nerveux. Ni quel rôle cette exposition a pu jouer dans sa maladie: insomnies, tremblements, crampes et perte de force dans une main... «Je suis en souffrance de-

puis quatre ou cinq ans», explique Philippe Vouilloz. «J'ai fait un an et demi d'arrêt maladie avant ma retraite. Je suis très fâché, car j'ai été très sportif, je bois très peu d'alcool et je ne fume pas.»

Le chimiste cantonal genevois, Patrick Edder, juge «assez étonnant» le taux de 15 microgrammes par litre de sang retrouvé chez Philippe Vouilloz. D'autant que les résidus de pesticides retrouvés dans les fruits et légumes en Suisse sont en baisse: seuls 4% des échantillons testés présentent des dépassements des normes légales.

Sophie Dugerdil: «C'est le cancer des viticulteurs»



Sophie Dugerdil, vigneronne à Dardagny (GE). Magali Girardin

Vigneronne bio à Genève, Sophie Dugerdil semble en parfaite santé, mais son père, lui, est malade. «Il a été diagnostiqué leucémique en 2006, explique-t-elle. J'en ai parlé à Jean Hutin, un autre vigneron, et il m'a dit: «C'est le cancer des viticulteurs!» Ça m'a marquée.» Pour elle, le lien avec les pesticides semble évident: son père a travaillé dans la vigne toute sa vie, et pendant des années sans protection. «Je le re-

vois encore, debout sur son tracteur, qui n'avait pas de cabine à l'époque, et son ouvrier touchait les buses pour voir si ce qui sortait était de l'eau ou déjà le produit. Et tout ça sans combinaison.»

Dominique Genton: «Mon mari n'avait pas de protection»





Dominique Genton.

David Marchon

Femme d'un vigneron mort du cancer en 2012, Dominique Genton se souvient avoir vu son mari traiter les vignes dans les années 1980 et 1990. «Il était sur le tracteur lors des épandages, d'abord sans cabine – c'est venu plus tard. Au début, il n'avait pas de protection. Les produits phytosanitaires étaient des poudres qu'on mélangeait dans l'eau, souvent sans masque, sans gants. Parfois, il prenait ce qui restait sur le seau à mains nues pour le mettre dans l'eau. Il ne s'en plaignait pas particulièrement: ce qui comptait pour lui, c'est que la vigne soit en bonne santé et que la récolte soit bonne.»

Pamela: «Personne de ma famille n'a eu ça»



Pamela (prénom fictif) Magali Girardin

Suissesse d'origine américaine qui vit près de Genève depuis trente ans, Pamela (prénom fictif) a utilisé de grandes quantités de l'herbicide Roundup dans son jardin entre 2009 et 2019. En décembre 2019, on lui découvre une tumeur grosse comme une balle de tennis: elle souffre de lymphome non hodgkinien, une forme de cancer du sang. Rien ne la préparait à ce choc. «Personne de ma famille n'a eu ça», dit-elle. Pamela s'apprête aujourd'hui à déposer une plainte aux États-Unis contre le fabricant Monsanto. «J'ai toujours un jardin, conclut-elle, mais je n'utilise plus d'herbicides, juste de l'eau chaude.»

Publié: 08.05.2021, 22h22

Vous avez trouvé une erreur? Rapporter maintenant.

THÈMES

Pesticides Agriculture Vigne Votation Suisse Santé

87 commentaires

Laisser un commentaire	1500
J'ai lu et j'accepte <mark>la Charte</mark> des commentaires.	
Envoyer le commentaire	
inscrit comme: Patrick Vuillème Modifier	
Arbonon 10.05.2021	
Ce qui anormal avec les pesticides, c'est que l'agrochimie aie le droit de les commerc s'assurer de sa non dangerosité, et que c'est aux utilisateurs ou victimes de devoir pr	
Voir tous les commentaires ✓	

ARTICLES EN RELATION

Abo Pesticides et santé

Abo Votations du 13 juin

Abo Votation

«Si on traite avec une combinaison en scaphandre, on est mal vu»

Michel Darbellay, de l'Union suisse des paysans, explique pourquoi certains agriculteurs se protègent insuffisamment des pesticides qu'ils utilisent.

«L'usage d'un pesticide doit se faire de façon ciblée»

Malgré une philosophie qui tend vers des solutions alternatives contre les ravageurs, le producteur vaudois Pascal Chollet a parfois recours aux méthodes fortes. Reportage.

✓ Déjà lu

Les agricu utilisent a pesticides

Certains des pr agriculture bio la faune et la fle populaires ne v

24

La une

E-paper

Archives du Journal

Impressum

CGV

Politique de confidentialité

Abonnements

Contact

Tous les Médias de Tamedia

© 2021 Tamedia. All Rights Reserved